

CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<p>(1) GENERALITES</p> <p>Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article 225-76 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choisie, le signataire est considéré comme ayant accepté, dans la zone réservée à cet effet, ses nom, les modalités, l'envoi, l'usage et l'adresse des modifications de ces informations doivent être adressées à l'administrateur concerné et ne peuvent être affectées à l'usage de ce formulaire.</p> <p>Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner son nom, prénom et qualité.</p> <p>Si le signataire n'est pas l'administrateur légal (bour, etc.), il doit mentionner son nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.</p> <p>Le formulaire adresse pour une assemblée validé pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article 225-77 cinquième 3 du Code de Commerce).</p> <p>Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (article 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la fois « Je vote par correspondance » et « Je donne pouvoir » (Article 225-81 du Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.</p> <p>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE</p> <p>Tout administrateur peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont lues par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions relatives aux modalités de vote sont indiquées dans le présent formulaire.</p> <p>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délai fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.</p> <p>Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noter la case « Je vote par correspondance » au verso.</p> <p>Dans ce cas, il vous est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets de résolutions proposés ou approuvés par l'Organe de Direction • Pour les projets de résolutions qui ne nécessitent aucune case • Pour les projets de résolutions qui nécessitent une case « abstention » (ce qui équivaut à voter « non ») sur certaines ou sur toutes les résolutions en notifiant préalablement les cases correspondantes. • Pour les projets de résolutions non approuvés par l'Organe de Direction, ou votés par résolution en nécessitant la case correspondant à votre choix. <p>En outre, pour le cas des amendements ou résolutions présentées ou des résolutions nouvelles déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opérer une à trois solutions (pouvoir au Président de l'Assemblée Générale, abstention ou pouvoir à personne désignée) en notifiant la case correspondant à votre choix.</p>	<p>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extra)</p> <p>Pour toute procédure d'un acte de mandat, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption du projet de résolutions présentées ou approuvées par le conseil d'administration ou le directeur général, le cas échéant, et un avis défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'administrateur doit faire choix d'un mandataire qui occupe de vote dans le sens indiqué par le mandataire.</p> <p>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extra)</p> <p>Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.</p> <p>Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.</p> <p>1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé.</p> <p>2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation soumis aux dispositions de l'article L. 433-3 du Code monétaire et financier dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, à partir d'une inscription préalable dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.</p> <p>Il est mandaté ainsi que le cas échéant, la résolution joint écrite et communiquée à la société, les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque les statuts ont été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, selon le cas, ou d'autres administrateurs ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'épargne déclinés des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71. Les clauses contractuelles ou dispositions des statuts précédentes sont réputées non écrites.</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce</p> <p>Toutefois, dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé, par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.</p>
<p>(1) GENERAL INFORMATION</p> <p>This is the sole form pursuant to Article 225-76 of the Code of Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian. (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form.)</p> <p>If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article 225-77 cinquième 3 du Code de Commerce).</p> <p>The text of the resolutions is in the notification of the meeting, which is sent with this proxy (Article 225-81 of the Code of Commerce). Please do not use both "I vote by post" and "I hereby appoint" (Article 225-81 of the Code of Commerce). The French version of this document governs. The English translation is for convenience only.</p> <p>(2) POSTAL VOTING FORM</p> <p>Article L. 225-107 of the Code of Commerce</p> <p>A shareholder can vote by post by using a postal voting form determined by Council d'Etat decree. Any other methods are deemed to be invalid.</p> <p>Only the forms issued by the Company (please see the Meeting, within the time limit and conditions determined by Council d'Etat decree, are valid to calculate the quorum.</p> <p>The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no".</p> <p>If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document. "I vote by post" in such event, please comply with the following instructions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • For the resolutions proposed or agreed by the Board, you can either vote "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice. • For resolutions not agreed by the Board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes. <p>In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity), by shading the appropriate box.</p>	<p>(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extra)</p> <p>In the case of any power of representation given by a shareholder, without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall vote a vote in favor of adopting a draft resolution submitted or approved by the Board of Directors or the Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal.</p> <p>(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)</p> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extra)</p> <p>1° A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.</p> <p>He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice.</p> <p>1° When the shares are admitted to trading on a regulated market.</p> <p>2° When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility, which is subject to the paragraph II of Article L. 433-3 of the code monétaire et financier, under the conditions provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Authority), included in a list issued by its authority subject to the conditions provided by its general regulation, and listed in the company memorandum and articles of association.</p> <p>The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Council d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.</p> <p>III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organize a consultation with the shareholders mentioned in Article L. 225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.</p> <p>Such a consultation shall be obligatory where, following the ordinary general meeting and articles of association pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding subparagraphs shall be deemed non-existent.</p> <p>Article L. 225-106 (1) du Code de Commerce</p> <p>"When, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L. 225-102, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a civil union with, he or she is informed by the proxy of any event enabling him or her to measure the risk that the latter pursue an interest other than his or hers.</p>

If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by the provisions of Law No 78-17 of January 6, 1978 modified, especially about rights of access and alteration that can be exercised by interested parties nearby their custodian.